

Décembre
2013

EDITO DU GR21

Sur la pertinence de notre démarche globale visant une réduction significative des échecs scolaires.

✚ Résumé des éditos de mai à novembre

Pour chaque nature de problème, des actions complémentaires à l'école, mises en œuvre par des organismes publics, le milieu associatif ou les entreprises existent çà ou là, et donnent satisfaction aux établissements scolaires qui ont commencé à y recourir.

Mais elles sont souvent méconnues. Les établissements scolaires que nous côtoyons dénoncent le manque de connaissance de ces organismes et de liens simples et rapides avec eux.

Pour y répondre, et puisque le concept de relais local proposé initialement ne paraît pas réaliste, GR21 a élaboré la description fonctionnelle détaillée d'un outil informatique interactif : **DIESES Dispositif Inter Entité S'opposant à l'Echec Scolaire**.

Répondant aux besoins d'établissements scolaires et d'associations, et approuvée par eux, elle a été proposée par le groupe de travail « décrochage scolaire sur le territoire de CAC (communauté d'agglomérations creilloises) » dans ses conclusions, en juin 2013.

Conformément à notre manière de faire, nous l'avons mise à disposition des autorités publiques, gratuitement et sans condition. Cet outil devrait être simple et d'un coût relativement faible à l'échelle du secteur concerné, puisqu'il ne reste qu'à le développer.

Pour faciliter son développement et son utilisation, et surtout garantir qu'il ne sera pas dévoyé (sécurité physique et morale de l'enfant et activité non commerciale), nous préconisons une mise en place et un pilotage par une collectivité publique territoriale : commune, communauté de communes.

Mais rien ne bouge ! Est-ce si compliqué ?

✚ Pourtant

Contre l'échec scolaire, les professionnels disent entendre beaucoup parler des enquêtes, rapports, campagnes et colloques, mais les actions engagées, aussi intéressantes soient-elles, semblent ne jamais permettre de régler suffisamment le problème. Il faut les compléter avec des solutions adaptées aux caractéristiques locales.

La lutte contre l'échec scolaire est une cause nationale, ressortissant au domaine public, qui a de lourdes conséquences sur le devenir de la société. Les associations qui s'y consacrent ou les organismes qui y contribuent, certains reconnus d'utilité publique ou agréés par l'Education nationale, doivent être facilement identifiés et contactés. Coordonner leurs actions donnerait aux élus plus de moyens pour mettre en œuvre leur politique territoriale. Cela permettrait aux associations et organismes divers d'être complémentaires entre eux et aux secteurs économique et public.

Tout le monde aurait beaucoup à y gagner !

✚ Il faut admettre une réalité!

Y aurait-il des principes, des us et coutumes ou des craintes interdisant à une collectivité territoriale de piloter un projet de ce type?

Faut-il donc reconnaître qu'il serait naïf ou utopique de ne pas admettre ce lieu commun, dénoncé et débattu de toute part: les politiques, par nécessité ou par routine, s'éloignent de leurs convictions initiales. En faisant carrière dans la politique, ils oublient parfois l'intérêt collectif en s'intéressant à

une action que pour son impact médiatique immédiat. C'est une contrepartie de notre démocratie ! Pour pouvoir agir, il faut être élu, et pour être élu il faut savoir faire illusion.

Or DIESES (ou un autre outil de ce type) n'a rien de spectaculaire, il promet des résultats à moyen terme et nécessite un effort d'animation... Mais il a peu de chances de valoriser une candidature électorale.

Seule l'administration pourrait donc agir, mais à condition qu'elle soit en responsabilité ! Qu'elle bouscule l'aval systématique de son responsable politique... Sinon, le « faire patienter » ou « la non réponse » sont paralysants !

En conclusion...

Constatant que ceux qu'on pensait en responsabilité ne « peuvent » ou ne « veulent » pas bouger, on cherche une autre solution !

Nous nous tournons donc maintenant vers les associations qui s'intéressent à cet outil pour le développer, et qui offrent la possibilité de le faire connaître aux utilisateurs potentiels. Mais la gestion des risques, évoqués dans le précédent édito, sera beaucoup plus difficile! Au fait, à qui reviendra-t-elle ?

Un prochain débat radiophonique « Pédago-rando »
sera consacré à la coordination des partenaires et aux liens entre eux pour lutter contre l'échec
scolaire.

Merci de nous faire part de vos avis, réflexions et de vos idées pour faire émerger ce projet.

Jean-Pierre Cloux, Denis Fournier, Monique Fournier-Laurent, Marc Franzaroli, Alain Mallet, Dominique Sélébam.